EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

Séance du 18 juin 2019

Monsieur Jean MONTAGNAC, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 96 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - René AMODRU - Michel AZOULAI - René BACCINO - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Sabine BERNASCONI - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Nicole BOUILLLOT - Nadia BOULAINSEUR - Marie-Christine CALATAYUD - Laure-Agnès CARADEC - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Sophie CELTON - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Sandra DALBIN - Monique DAUBET-GRUNDLER - Christophe DE PIETRO - Jean-Claude DELAGE - Nouriaty DJAMBÆ - Pierre DJIANE - Emilie DOURNAYAN - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Yann FARINA - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Josiane FOINKINOS - Josette FURACE - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Martine GOELZER - Georges GOMEZ - José GONZALEZ - Andrée GROS - Albert GUIGUI - Louisa HAMMOUCHE - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Gisèle LELOUIS - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Marc LOPEZ - Patrick MAGRO - Hélène MARCHETTI - Jeanne MARTI - Bernard MARTY - Janine MARY - Florence MASSE - Guy MATTEONI - Xavier MERY - André MOLINO - Claudette MOMPRIVE - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Roland MOUREN - Jérôme ORGEAS - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Stéphane PICHON - Catherine PILA - Marlène PREVOST - Marine PUSTORINO-DURAND - Martine RENAUD - Jean ROATTA - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAUT - Isabelle SAVON - Nathalie SUCCAMIELE - Jocelyne TRANI - Cédric URIOS - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Brigitte VIRZI - Kheïra ZENAFI.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT représentée par Janine MARY - Mireille BALLETTI représentée par Solange BIAGGI - Mireille BALOCCO représentée par Jérôme ORGEAS - Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Yves BEAUVAL représenté par Jeanne MARTI - Mireille BENEDETTI représentée par Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Jean-Pierre BERTRAND représenté par Laure-Agnès CARADEC - Roland BLUM représenté par Gérard CHENOZ - Patrick BORE représenté par Patrick GHIGONETTO - Bruno CHAIX représenté par Jean MONTAGNAC - Catherine CHAZEAU représentée par Christian AMIRATY - Michel DARY représenté par Marie-France DROPY OURET - Jean-Claude GAUDIN représenté par Yves MORAINÉ - Samia GHALI représentée par Josette FURACE - Bruno GILLES représenté par Marine PUSTORINO-DURAND - Vincent GOMEZ représenté par Marc LOPEZ - Régine GOURDIN représentée par Andrée GROS - Annie GRIGORIAN représentée par Hélène MARCHETTI - Nathalie LAINE représentée par André GLINKA-HECQUET - Marie-Louise LOTA représentée par Richard FINDYKIAN - Stéphane MARI représenté par Garo HOVSEPIAN - Christophe MASSE représenté par Florence MASSE - Marcel MAUNIER représenté par Jocelyne TRANI - Danielle MILON représentée par Fabrice JULLIEN-FIORI - Virginie MONNET-CORTI représentée par Marie-Josée BATTISTA - Patrick PADOVANI représenté par Catherine PILA - Gérard POLIZZI représenté par Bernard MARTY - Julien RAVIER représenté par Stéphane PICHON - Maryvonne RIBIERE représentée par Jacques BESNAÏNOU - Guy TEISSIER représenté par Daniel HERMANN - Dominique TIAN représenté par Michèle EMERY - Maxime TOMMASINI représenté par Monique DAUBET-GRUNDLER - Didier ZANINI représenté par Kheïra ZENAFI.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Jean-Louis BONAN - Frédéric BOUSQUET - Valérie BOYER - Marie-Arlette CARLOTTI - Michel CATANEO - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Laurent COMAS - Sandrine D'ANGIO - Anne DAURES - Dominique DELOURS - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Dominique FLEURY VLASTO - Arlette FRUCTUS - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Laurence LUCCIONI - Antoine MAGGIO - Bernard MARANDAT - Martine MATTEI - Georges MAURY - Patrick Mennucci - Richard MIRON - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Didier PARAKIAN - Christyane PAUL - Elisabeth PHILIPPE - Nathalie PIGAMO - Marc POGGIALE - Roland POVINELLI - Véronique PRADEL - Muriel PRISCO - Stéphane RAVIER - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Roger RUZE - Eric SCOTTO - Emmanuelle SINOPOLI - Jean-Louis TIXIER - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Patrick VILORIA - Karim ZERIBI.

Signé le 18 Juin 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 08 juillet 2019

Monsieur le Président a proposé au Conseil d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

VU 036-284/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Logements d'urgence Giono

Avis du Conseil de Territoire

DGDU 19/17352/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci après :

Dans le cadre de la suite des événements dramatiques de la rue d'Aubagne à Marseille et de la lutte contre l'habitat indigne, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été saisie pour réaliser la transformation du Collège GIONO en hébergements temporaires. Les personnes évacuées lors des procédures de péril imminent y seront logées, pour une durée courte (un mois maximum), dans l'attente d'une solution de relogement provisoire ou définitif.

Contexte de l'opération et programme

Le collège Jean Giono est actuellement désaffecté. Il est situé dans le quartier de La Rose à Marseille, au sein d'une zone pavillonnaire. Le collège est constitué d'un bâtiment ancien d'environ 1250 m² avec 3 ailes de 1 à 3 niveaux (salles de cours, réfectoire, bureaux, sanitaires) et un gymnase d'environ 150 m² dans un bâtiment préfabriqué. Le site comprend également une villa de 116m², à priori non prise en compte dans ce projet.

Le programme comprend :

- Un espace d'accueil : bureau d'enregistrement, infirmerie, psychologue, espace d'attente avec jeux pour enfants, stockage d'objet pour besoins immédiats, espace de collation, sanitaires publics et personnels pour les agents, bureaux et salle de réunion
- Un espace de restauration : une cuisine centrale (prestataire extérieur) et un réfectoire
- Un espace d'hébergement : une zone pour célibataires (séparés hommes et femmes) et une zone pour les familles ; des sanitaires et un espace confort pour la préparation des repas particuliers (nourrissons, en-cas rapide ou régimes alimentaires particuliers).

Les études de faisabilités ont permis de déterminer une capacité d'accueil de seize (16) familles et dix (30) personnes célibataires ou couple, soit 124 personnes au maximum sur l'ensemble du bâtiment.

Contexte réglementaire

Le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH Art. L521-3-3) définit l'obligation par le représentant de l'Etat de reloger les personnes concernées, à titre temporaire dans l'attente d'un relogement définitif, dans un logement « décent », correspondant à l'un des quatre types de logements suivants :

- Une structure d'hébergement (type accueil d'urgence, des sans-abris ou des migrants)
- Un établissement ou un logement de transition (véritables logements)
- Un logement-foyer (EHPAD, foyers de travailleurs, résidences sociales, maisons-relais, etc.)
- Une Résidence Hôtelière à Vocation Sociale (RHVS ou « Logirelais »)

Signé le 18 Juin 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 08 juillet 2019

La loi ne prévoit pas aujourd'hui un type de structure prévue uniquement pour le relogement temporaire en cas de procédure de péril imminent. Le cadre réglementaire retenu pour ce projet, et correspondant a priori au mieux aux besoins, serait une structure d'hébergement.

Le projet correspond à une « création de locaux d'hébergement », la référence est donc celle du logement-foyer neuf ou acquis-amélioré. La réglementation impose des chambres individuelles de 12m², des chambres doubles de 18m², et des sanitaires et rangements individuels pour chaque unité de vie (*Circulaire du 5 mars 2009 pour la relance relative à l'hébergement, et Annexe III de l'arrêté du 10 juin 1996*). Les locaux doivent également suivre les normes d'accessibilité PMR dans les logements, ce qui contraint les possibilités d'aménagement.

Estimation du projet

Ces travaux de réaménagement et de mise aux normes sont estimés aujourd'hui à 2 000 000 euros TTC, coût opération y compris honoraires et désamiantage.

L'opération d'investissement n°2019003000, « Logements d'urgence Giono », d'un montant de 2 000 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 190011BP du programme 01, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Logements d'urgence Giono ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au rapport portant sur « l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Logements d'urgence Giono" ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Président du Conseil de Territoire
Marseille Provence

Jean MONTAGNAC